



Monsieur le Préfet,  
Madame la Vice Présidente du Conseil Départemental,  
Monsieur l'Inspecteur d'Académie,  
Mesdames et messieurs les membres du CDEN,

Nous l'avons dit mardi en comité technique, un an après le début de la pandémie, nous nous retrouvons dans la même configuration, avec quasiment les mêmes acteurs... Quel paradoxe mesdames et messieurs : nous nous réunissons en visio-conférence suite au « resserrage » du cadre sanitaire quand, dans le même temps, le ministre de l'Education Nationale retoque en catimini le protocole Education Nationale, en allégeant les contraintes en cas de contamination et en exposant, un peu plus encore, les personnels. Bien évidemment, nous l'apprenons par les medias...

Eh oui, monsieur Blanquer est toujours et encore à la manœuvre, grand communicant qu'il est avec son lot de contre-vérités et de mensonges, s'appuyant, je le cite, « sur les experts » ou « sur les études », dont nous n'avons toujours pas la source. C'est toujours monsieur Blanquer, qui, avec la ministre des universités, impose lourdement dans le paysage médiatique le terme « islamo-gauchiste », expression pour nous vide de sens, mais qui sert à attiser la haine. JM Blanquer serait-il un fidèle allié de la droite extrême et à tendance fascisante ? En allant chasser sur ses terres, en s'appropriant ses idées et son discours, ces ministres et ce gouvernement nous préparent une belle campagne électorale pour les mois à venir, en accentuant la fracture sociétale dans notre pays, après avoir détruit un peu plus son modèle social. Trump, en son temps, pas si lointain, n'a pas fait pire... et franchement, nous sommes réellement inquiets.... Et d'autant plus inquiets que nos fonctionnaires d'autorité observent un remarquable silence ... Jusqu'où est-on, êtes-vous capables d'aller? Selon la prochaine couleur politique à la tête de notre pays, cette acceptation aveugle et irréfléchie sera-t-elle encore de mise ? Cette question doit se poser à nous tous, car, comme beaucoup dans cette réunion, nous sommes fonctionnaires, et des fonctionnaires loyaux, ce que personne ne peut honnêtement mettre en doute. Mais cette loyauté a cependant des limites. Nous espérons en conscience que tous et tous ici partagent cette évidence. Nous tenons à souligner que nous sommes profondément républicains et démocrates, et que la critique d'un ministre et d'un gouvernement, jusqu'à preuve du contraire, en France, est un droit, même si la pensée unique et l'absence de contradiction se voudraient être de plus en plus les règles illusoire, assurant une meilleure efficacité.

« Quoi qu'il en coûte ! » ont dit tour à tour le Président, les premiers ministres et les ministres dans leur ensemble !

Si nous ne pouvons pas nier que beaucoup d'argent a été, est et sera distribué, nous nous interrogeons sur l'utilisation de cet argent, sur sa destination et sur les conditions de remboursement de ces sommes. Les salariés de notre pays aujourd'hui seront-ils les uniques contributeurs demain ? En tout cas, on nous y prépare. Mais nous veillerons à ce que ce remboursement, s'il a lieu, soit réparti équitablement entre tous.

Si la Fonction Publique et ses agents ont montré sans avoir besoin de le démontrer, combien ils étaient indispensables dans la catastrophe que nous traversons, nos dirigeants n'ont hélas pas pris la mesure de cette richesse, bien au contraire. La Fonction Publique est toujours présentée et considérée comme une charge qu'il faut rentabiliser, optimiser, ses agents non pas comme des personnels mais comme des ressources qu'il faut manager, exploiter !

L'Education Nationale n'échappe pas à cette conception. Aucune ambition, aucun effort notable d'investissement malgré les discours. Juste une rationalisation des coûts, pour quelques élèves en moins, avec en prime le mépris affiché par le Ministre pour les personnels qui font l'Ecole au quotidien.

Ainsi, au niveau national, dans le Second degré, alors qu'il y aura plus de 43 000 élèves supplémentaires, ce sont donc 1 883 postes qui disparaissent à la rentrée prochaine. En Dordogne, la rentrée 2021 s'annonce particulièrement catastrophique, avec 15 postes supprimés. Et la savante manœuvre qui consiste à regrouper HP et HSA en ETP moyens d'enseignement, ne

trompe personne ; elle sert surtout à masquer la saignée. L'obligation de 2 HSA est une modification et une attaque de nos statuts et un alourdissement de la charge de travail. En collègue, si nous avons souligné le travail effectué, avec des dotations relativement cohérentes, elles restent toujours insuffisantes et la contrainte de l'imposition des 2 HSA complique considérablement les TRMD. Elle a pour conséquence la multiplication des compléments de service y compris pour des petites quotités, et fait passer la variable pédagogique au 2<sup>nd</sup> plan.

Aujourd'hui, nous allons étudier la future carte scolaire du premier degré.

Mais a-t-on une dotation qui permette d'opérer une ambitieuse rupture, d'œuvrer à la réussite de toutes et tous ? Gouvernement et ministre prétendent vouloir réduire les inégalités, bel affichage encore.

Quand on connaît l'état de notre département au niveau économique et social, la suppression de 7 postes est un fort mauvais signal, même si la petite sonate de la baisse des effectifs va nous être jouée une nouvelle fois... Mais veut-on vraiment une rupture ou bien s'agit-il plutôt de conserver et de renforcer le modèle d'une société où on observe que pendant cette crise, les pauvres s'appauvrissent pendant que les riches s'enrichissent sans honte - ?

Pour preuve, un million de personnes seraient tombées dans la pauvreté en France en 2020. Entre mars et décembre 2020, les milliardaires français, eux, ont accumulé 175 milliards d'euros, soit deux fois plus que l'indécemment, parce qu'insuffisant, budget de l'hôpital public, et plus de trois fois celui de l'Éducation Nationale. De quoi nous faire un beau plan d'urgence pour notre École, non ?

Nous sommes donc devant un choix politique, un choix de société opéré par nos gouvernants et relayé par ses hauts fonctionnaires : le sous-investissement structurel et assumé dans l'éducation des enfants, dans l'émancipation de la jeunesse, dans l'Éducation Nationale.

Pourtant nous ne demandons rien de bien révolutionnaire, rassurez-vous, puisque de nombreux pays de l'OCDE (Suisse, Japon, Belgique, Autriche, Danemark, Irlande, Pays-Bas, Finlande, Canada, Allemagne et Australie par exemple) font le choix de réellement investir dans l'école. Nous sommes quand même bien loin de pays « révolutionnaires », vous en conviendrez...

Il est à noter, et c'est bien là le cœur du problème, que plus un pays investit dans l'école, moins importantes sont les inégalités, mais la lutte contre les inégalités est-elle encore un objectif ? Les récentes conclusions du médiatique Grenelle de l'éducation, où aucun enseignant ne se voyait confié un atelier, nous permettent d'en douter. Comme illustration, au fil des différentes évaluations des systèmes éducatifs, la France reste bien et toujours la championne des inégalités scolaires, juste reproduction des inégalités sociales.

Les enquêtes de l'institution elle-même montrent sans ambiguïté les corrélations entre origine sociale et réussite scolaire.

Alors, vous pouvez dérouler les plus beaux PowerPoint avec des chiffres choisis et des courbes harmonieuses, démontrer qu'en deux rentrées, nous avons perdu 1000 élèves et seulement 14 postes, la réalité est sans appel : nous souffrons d'un sous-investissement dans notre École et dans le service public d'éducation.

La réalité, ce sont ces élèves, ces enfants, qui, les courbes le démontrent, passent dans le champ du handicap, ces élèves qui craquent en l'absence d'aides spécialisées des enseignants E et G, qui pour certains ne peuvent être scolarisés dans des conditions décentes pour cause de manque d'AESH. Nous pourrions parler de non-assistance, voire de mise en danger...

La réalité, ce sont les élèves, tous les élèves, et surtout celles et ceux issus des classes populaires qui paient en premier et le plus fortement ce non-investissement en général, et cette absence de plan d'urgence lors de cette crise que nous vivons.

Et c'est aussi parmi eux, ces élèves des classes populaires, que l'on en retrouve le plus qui pâtissent du manque de prise en charge et de prévention que seuls les RASED peuvent accomplir. Cette destruction des RASED que vous avez poursuivie ces dernières années (mais pas cette année puisqu'ils sont plus qu'à l'os) ce sont des feux que l'on a allumés depuis 2008 et qui ravagent des élèves, des familles, des écoles et des équipes. Créer un poste pour renforcer la cellule de gestion du plan autisme, pourquoi pas ? Mais prétendre maintenant éteindre tous ces incendies avec un poste pompier, pris sur le compte des postes E ou G, pour la FSU, c'est non !

Il y a aussi tant d'autres courbes que vous pourriez nous présenter... celle de ces élèves en situation de handicap qui ne sont pas accompagnés, ou qui ne sont pas prioritaires à l'être, ou dont l'AESH n'est pas remplacé-e depuis des semaines, ou encore celle de ces élèves allophones qui n'ont pas accès aux dispositifs UPE2A, celle de ces élèves des classes de l'Éducation Prioritaire

pour lesquels les dédoublements n'ont pas lieu (vous savez, ces élèves dont le ministre déplorait le décrochage lors du 1er confinement...), ou encore la courbe de ces classes de maternelle dont les effectifs sont bien au-delà du possible. Pour exemple, vous refusez catégoriquement par des justifications indéfendables d'attribuer un poste à l'école maternelle du Gour de L'Arche à Périgueux alors que les élèves seront au nombre de 35 à la rentrée dans une seule classe de la petite à la grande section, dans un quartier classé « Politique de la Ville », avec une population des plus fragiles qui soit ! Mais nous y reviendrons dans cette instance... Le seul projet du ministre concernant la maternelle se résume en de futures évaluations nationales dès la petite section, dès 3 ans ! Tout le monde sait que ça n'a aucun sens humainement et pédagogiquement, à part peut-être celui de concrétiser les fantasmes d'un tout contrôle d'un homme, d'un gouvernement. ....

Et que dire de la courbe des non-remplacements dans les écoles ? Celle de la formation continue ?

Il n'est plus admissible de se cacher derrière l'épidémie de Covid car le problème date, et même si vous créez des postes sur commande gouvernementale pour les décharges de direction, vous supprimez des postes de remplaçants dans la brigade... postes dont vous venez de nous annoncer qu'ils n'avaient pas été pourvus au mouvement faute d'enseignants !! Cela nous interroge quant à l'efficacité de votre gestion et gageons que quelques collègues auraient apprécié de pouvoir intégrer notre département et d'avoir la chance de pouvoir se relancer pour certains dans leur vie professionnelle... Cela prouve aussi le manque criant de recrutements à la hauteur des besoins...

Vous pratiquez méthodiquement la globalisation des effectifs, la régulation sur certaines communes pour récupérer des moyens. Ces globalisations et régularisations qui ne tiennent pas compte des élèves, des cohortes qui sont éclatées, des liaisons entre cycle balayées, des organisations pédagogiques imposées aux équipes. Et tant pis si le Service Public d'éducation de proximité qu'est l'école s'éloigne, il faut rentabiliser le moindre petit poste.

Alors afficher des chiffres et des courbes, afficher à tout prix, sans écueil et sans seuil, sans règle et sans transparence, pour faire semblant, faire remonter au ministère les déclinaisons des injonctions de la politique ministérielle, c'est non. Revenez à l'essentiel, aux élèves cachés derrière les chiffres et les courbes.

Monsieur l'Inspecteur, tant que vous y êtes, quand vous remonterez les éléments de votre carte scolaire au ministère, n'omettez pas de réclamer les restes à Monsieur Blanquer, lui qui a laissé 212 millions de son budget l'année passée, sans parler des 200 millions qu'il avait abandonnés en 2018, ça en aurait sauvé des postes et permis des créations d'emplois. Dans un esprit de solidarité, si le Ministre ne veut rien céder aux enseignants et aux élèves, il aurait pu au moins penser aux plus précaires, les AESH et les AED...

Sans surprise, il y a 3 jours, nous votions contre un tel projet de carte scolaire de misère. Aujourd'hui nous poursuivrons. Et nous votons pour une autre politique. Pour un plan d'urgence. Pour un véritable investissement dans l'école. Pour une véritable reconnaissance des équipes, de leur compétence, pour une véritable réponse à leurs revendications, pour que nos collègues retrouvent le goût de leur métier et une confiance dans la politique éducative du pays qu'un ministre, accompagné par ses fonctionnaires d'autorité, leur a fait perdre.

Nous sommes bien loin de cette vision, mais nous ne lâcherons pas !